

Kittisak Rattanakrajang Sri

Les peuples autochtones de Thaïlande vivent principalement dans trois régions géographiques du pays : les communautés autochtones de pêcheurs (les *Chao Ley*) et les petites populations de chasseurs-cueilleurs du sud (les *Mani*) ; de petits groupes sur le plateau de Korat du nord-est et de l'est ; et les nombreux peuples différents des hauts plateaux du nord et du nord-ouest du pays (connus sous le terme péjoratif *Chao-Khao*).

Neuf tribus dites « des collines » sont officiellement reconnues : les *Hmong, Karen, Lisu, Mien, Akha, Lahu, Lua, Thin* et les *Khamu*.¹

La population autochtone estimée en Thaïlande est d'environ cinq millions de personnes, ce qui représente 7,2 % de la population totale.² Selon le ministère du Développement social et du Bien-être (2002), la population totale officiellement reconnue des « tribus des collines » s'élève à 925 825 personnes. et ils sont répartis dans 20 provinces du nord et de l'ouest du pays.

Il n'y a toujours pas de chiffres disponibles pour les groupes autochtones du sud et du nord-est.

Lorsque les frontières nationales en Asie du Sud-Est ont été tracées à l'époque coloniale, et à la suite de la décolonisation, de nombreux peuples autochtones vivant dans les hautes terres et les forêts reculées ont été divisés. Par exemple, vous pouvez trouver des *Lua* et des *Karen* en Thaïlande et au Myanmar, et des *Akha* au Laos, au Myanmar, dans le sud-ouest de la Chine et en Thaïlande.

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle et a ratifié ou est signataire de la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC), le Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD) et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) mais ne reconnaît pas officiellement l'existence des peuples autochtones dans le pays.

En 2010, le gouvernement thaïlandais a adopté deux résolutions ministérielles pour restaurer les moyens de subsistance traditionnels des *Chao Ley*³ et des *Karen*, les 2 juin et 3 août respectivement.

Événements en 2020

Pandémie COVID-19: ses impacts et la réponse des peuples autochtones

L'épidémie de coronavirus en Thaïlande a commencé en janvier 2020. La première transmission locale signalée a été confirmée le 31 janvier. Le nombre de cas est resté faible au début mais a rapidement augmenté à la mi-mars 2020, obligeant le gouvernement à prendre des mesures drastiques pour faire face à la situation, comme la fermeture de lieux publics et d'entreprises à Bangkok et dans plusieurs autres provinces. Plus tard, le 25 mars, le Premier ministre Prayut Chan-o-cha a déclaré l'état d'urgence, suivi d'un couvre-feu début avril 2020 pour contrôler la situation. Le pays était verrouillé.

Ces mesures ont été jugées efficaces pour contrôler la propagation de la maladie. Dans le même temps, cependant, ils ont également eu des effets très négatifs sur l'économie du pays et le mode de vie des gens ordinaires, y compris les peuples autochtones.

Impact sur les peuples autochtones en Thaïlande

De nombreuses communautés ont ressenti de l'anxiété et de la panique face à la propagation de la maladie. Certaines communautés ont décidé de verrouiller leurs villages pendant au moins deux semaines et de pratiquer des rituels spécifiques pour protéger les membres de leur village, tels que la «cérémonie *Kraw Yee*» du peuple *Pga K'nyaw*, la cérémonie «*Pua Sia*» du peuple Mien, etc.

Les peuples autochtones qui avaient émigré pour vivre dans la ville ont été confrontés à de plus grands problèmes. Beaucoup d'entre eux sont tombés au chômage et ont souffert d'un manque de revenus après la fermeture temporaire des entreprises et des entreprises. Ils manquaient de nourriture suffisante pour subvenir aux besoins de leur famille. Ils n'avaient pas de terres à cultiver et ne pouvaient pas retourner dans leurs communautés.⁴

Pour ceux qui vivent dans des zones forestières et pratiquent encore des systèmes agricoles traditionnels, les impacts ont été minimes. Ils avaient assez de nourriture de leurs fermes et de la forêt environnante pour nourrir leurs familles pendant plus d'un mois sans quitter leurs communautés. Cependant, certains produits agricoles tels que les choux, les tomates, les citrouilles, etc., ne pouvaient pas être transportés et vendus dans la ville car tous les marchés étaient fermés conformément aux mesures de verrouillage imposées par le gouvernement. Cela a entraîné une perte de revenus et de fonds pour l'investissement.

En outre, le prix de certains produits a explosé en raison de la forte demande mais de l'offre insuffisante de produits tels que les aliments secs, les conserves, les œufs, le sel, les masques faciaux, le désinfectant pour les mains, etc.

S'entraider

Compte tenu de ce qui précède, un grand nombre d'organisations de peuples autochtones, de groupes de la société civile, d'établissements universitaires et de communautés autochtones ont formé un groupe d'entraide *ad hoc* pour trouver des moyens de s'entraider et de s'entraider. Les actions de ce groupe comprenaient:

- la mobilisation d'aliments (riz, légumes, échalotes, etc.) de divers secteurs, y compris des communautés autochtones, afin d'aider les communautés et les personnes affectées par l'épidémie, notamment celles vivant en ville :
- un échange de riz contre du poisson entre les peuples autochtones vivant dans le nord et le sud de la Thaïlande;
- la formation des chefs de village à la fabrication de simples gels désinfectants pour les mains et de masques faciaux;
- le partage des informations sur le coronavirus et les mesures de prévention de base dans différentes langues autochtones (par exemple, Hmong,⁵ Karen,⁶ Lisu,⁷ Dara-ang et Mien) ;
- l'atteinte des communautés autochtones dans différents domaines par le biais de plates-formes et d'applications de médias sociaux tels que Line, Facebook et YouTube.

La situation de la pandémie a commencé à s'améliorer à partir de mai. Le nombre de nouvelles infections a progressivement diminué et est même tombé à zéro. Le gouvernement a donc assoupli progressivement les restrictions. L'état d'urgence est cependant resté en vigueur.

Une deuxième vague du virus a éclaté dans la province de Samut Sakhon début décembre 2020 et s'est rapidement propagée aux provinces voisines. Le gouvernement a déjà imposé les mesures nécessaires pour contenir la propagation de la maladie. De nombreuses communautés autochtones ont également commencé à enfermer leurs communautés et à surveiller de près la situation et les informations du Centre for COVID-19 Situation Administration (CCSA) ⁸.

Relevés fonciers selon la nouvelle Loi sur les Parcs nationaux (*National Park law*)

Le gouvernement thaïlandais a adopté plusieurs lois forestières en 2019.⁹ L'une d'elles était la Loi sur les parcs nationaux, entrée en vigueur le 25 novembre 2019. Selon les articles 64 et 65, cette loi oblige les autorités du parc à mener une enquête sur l'utilisation des terres de tous les villages situés dans les zones du parc. Cela doit être entrepris dans les 240 jours suivant la date d'entrée en vigueur de la loi. En raison de la propagation du COVID-19, le processus d'arpentage a été retardé. Plusieurs zones n'ont pas pu compléter l'enquête ou n'ont pas eu le temps de vérifier les informations recueillies.¹⁰ Cela deviendra un problème plus tard car certains villageois pourraient perdre leurs droits fonciers et par conséquent faire face à des poursuites judiciaires lorsqu'ils cultiveront leurs terres.

Le processus d'enquête sur l'utilisation des terres a cependant été rejeté complètement par certains individus et familles autochtones, comme dans la zone du *Complexe forestier de Kaeng Krachan* (KKFC) et dans certaines communautés du nord, déclarant que le gouvernement devrait reconnaître leurs droits fonciers traditionnels. L'enquête sur l'utilisation des terres ne donnera aux communautés qu'un droit d'usage temporaire. Les communautés doivent renouveler ce permis une fois tous les 20 ans et il sera soumis à certaines conditions. Cela rend les villageois très anxieux. Ils proposent d'utiliser les mesures de la résolution du Cabinet du 3 août 2010 (revitalisation des moyens de subsistance traditionnels karens) comme moyen de résoudre les problèmes fonciers. Il est plus approprié et plus pertinent pour le mode de vie des peuples autochtones.

Une autre question liée à la nouvelle loi sur le parc est la promulgation d'un décret pour préciser la portée des travaux en vertu des articles 64 et 65 de la loi. Le projet de décret a été achevé et ouvert à une audience publique en ligne.¹¹ Ce processus a été vivement protesté par le P-Move (*Mouvement des peuples pour une société juste*), les organisations de la société civile et les communautés autochtones, car la loi a un impact significatif sur une grande nombre de personnes, en particulier celles qui vivent dans des zones protégées - dont la plupart n'ont pas accès à Internet ni à des appareils pour participer à la consultation. Le Département des parcs nationaux a finalement accepté de mener des auditions publiques supplémentaires dans différentes sous-régions avant de finaliser le décret.¹² Les dates seront déterminées une fois la pandémie apaisée.

Étude sur les problèmes rencontrés par les peuples autochtones approuvée par l'Assemblée législative nationale

La Commission parlementaire permanente (*Parliamentary Standing Committee- PSC*) sur les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les groupes ethniques et les personnes LGBTQ a mené une étude sur la situation, les problèmes et les moyens de promouvoir et de protéger les groupes ethniques en Thaïlande à la mi-2020. L'étude a été présentée et approuvée par l'Assemblée législative nationale le 16 décembre 2020¹³.

Les résultats et les conclusions de l'étude seront utilisés comme cadre pour formuler et / ou adopter une politique et une loi spécifiques pour protéger et promouvoir les droits des peuples autochtones et des groupes ethniques en Thaïlande.

L'étude a identifié les principaux problèmes et défis auxquels sont confrontés les peuples autochtones. Il s'agit notamment de l'absence d'une politique globale répondant aux besoins et aux problèmes des peuples autochtones. Leurs droits à la terre et aux ressources sont toujours ignorés.

Le Comité a recommandé que:

1. Le gouvernement devrait accélérer la promulgation d'un «*Projet de loi sur la promotion et la protection des groupes ethniques B.E (Buddhist Era)*».
 2. Le Centre d'anthropologie Sirindhorn (organisation publique) devrait envisager la fusion de deux projets de loi - le projet de loi sur la promotion et la préservation des moyens de subsistance des groupes ethniques BE et le projet de loi sur le Conseil des peuples autochtones en Thaïlande B. E - afin que la loi unique et intégrée puisse être facilement examinée par les parlementaires.
 3. Le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, le Département des parcs nationaux, de la conservation de la faune et des plantes et le Département royal des forêts devraient agir conformément à la résolution du Cabinet du 3 août 2010 sur «*les orientations politiques pour la revitalisation des moyens de subsistance traditionnels karens*».
- Toute poursuite contre les peuples autochtones à la suite de l'application de lois forestières récemment adoptées (par exemple la loi sur la foresterie communautaire, la loi sur les sanctuaires de faune 2019 ou la loi sur les parcs nationaux de 2019) qui affecte directement les moyens de subsistance ou le mode de vie des groupes autochtones doit être différée.
4. Le Ministère de l'intérieur devrait accélérer le processus d'octroi de la citoyenneté thaïlandaise aux groupes autochtones et ethniques éligibles afin d'accéder à l'éducation et à d'autres droits tels que les soins médicaux et l'assistance sociale des personnes âgées et handicapées.

La 4e proposition d'inscription du *Complexe forestier de Kaeng krachan (KKFC)* comme site naturel du patrimoine mondial par le gouvernement thaïlandais

Lors d'une conférence de presse en janvier 2020, le gouvernement thaïlandais a clairement déclaré que la Thaïlande nommerait à nouveau le KKFC pour examen lors de la prochaine réunion du Comité du patrimoine mondial. Cela a créé une anxiété considérable parmi les communautés karens locales en ce qui concerne le maintien de leur mode de vie traditionnel et de leur agriculture et l'utilisation des ressources forestières dans la région.

En réponse, avec leurs alliés, le *Réseau Karen pour la Culture et l'Environnement* (KNCE) dans l'ouest a mené un dialogue public le 16 décembre 2020 pour suivre et examiner les actions du gouvernement thaïlandais face aux problèmes cités et les recommandations formulées par le Bureau de la Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)¹⁴ ainsi que les recommandations des communautés karens souffrant de l'impact de ces problèmes pour faire en sorte que l'enregistrement du KKFC en tant que site du patrimoine mondial soit fondé sur la participation réelle des communautés affectées à tous égards .

Dans le dialogue, les villageois ont déclaré que de nombreux problèmes n'avaient pas encore été résolus, tels que :

- les questions de droits fonciers,
- l'expansion de la limite de la zone protégée pour chevaucher les terres agricoles et les zones de peuplement des villageois,
- les accusations portées contre les villageois qui ne participent pas à la terre
- l'utilisation de l'enquête et l'enregistrement dans le cadre de la résolution du Cabinet du 30 juin 1998.

La 44^{ème} réunion des sites du patrimoine mondial a été reportée à une date non précisée en juin ou juillet 2021 à Fuzhou, en Chine, en raison de la pandémie du virus COVID-19. Le KNCE suivra de près la discussion.

Progrès dans l'élaboration d'une nouvelle loi sur la promotion et la protection des droits des peuples autochtones

Trois projets de loi sur la promotion et la protection des droits des groupes ethniques et des peuples autochtones sont actuellement en cours d'examen et de finalisation.

Ceux-ci incluent :

- Le projet de loi sur le *Conseil des peuples autochtones de Thaïlande B.E.*¹⁵ Les membres exécutifs du Conseil des peuples autochtones (CIPT), ont convenu de procéder à un autre cycle d'examen avant de le soumettre à l'examen du Cabinet.
- Le projet de *loi sur la promotion et la protection du groupe ethnique B.E.* Celui-ci a été rédigé par le Comité permanent du Parlement (CFP). Il sera ouvert à une autre série d'auditions publiques avant d'être soumis au Parlement pour examen.
- Le projet de *loi sur la promotion et la préservation des moyens de subsistance des groupes ethniques B.E.* Ce projet a été préparé par le *Sirindhorn Anthropology Center* (SAC). Il est considéré comme un projet de loi gouvernemental. Il est en cours de discussion et sera finalisé en mars de cette année.

Ces trois projets de loi présentent des similitudes et des différences. Le défi est de savoir comment garantir que ces projets de loi sont intégrés, complémentaires les uns des autres et répondent aux besoins réels des peuples autochtones.

Célébrations de la Journée des peuples autochtones

Les célébrations de la Journée des peuples autochtones ont lieu chaque année le 9 août. Cette année, en raison de la propagation du COVID-19, l'événement a été divisé et organisé dans quatre sous-régions différentes (nord-est, ouest, sud et nord). L'objectif était d'intégrer la question des peuples autochtones et de renforcer la solidarité entre les peuples autochtones de Thaïlande.¹⁶

Notes and references

1. Ten groups are sometimes mentioned, with the Palaung also included in some official documents. The Department of Social Development and Welfare's 2002 Directory of Ethnic Communities in 20 northern and western provinces also includes the Mlabri and Padong.
2. From the Council of Indigenous Peoples in Thailand's (CIPT) report.
3. Composed of Moken, Moklen and Urak-rawoy.
4. IMNVoices.2021-19."Facebook,20April2020.<https://www.facebook.com/media/set/?vanity=imnvoices&set=a.1612844622197555>
5. UNDP Thailand. 2021. "7 Steps to prevent the Spread of COVID-19." khun Pojong Seng-kue, Hmong ethnic community. Facebook, 2 May 2020. <https://www.facebook.com/UNDPThailand/videos/255547295626332>
6. UNDP Thailand. 2021. "7 Steps to prevent the Spread of COVID-19." Khun Masu, Karen ethnic community. Facebook, 24 April 2020. <https://www.facebook.com/UNDPThailand/videos/2600431686728828>
7. Asia Indigenous Peoples' Pact. 2021. "Message from Mr. Sakda Saemi (Lisu), Director of IMPECT and NIPT Coordinator." Facebook, 23 April 2020. <https://www.facebook.com/AIPPnet.org/videos/264172371641805>
8. A central response centre established by the government to deal with the spread of COVID-19.
9. Rattanakrajangsri, Kittisak. "Thailand." In *The Indigenous World 2020*, edited by Dwayne Mamo, 335-336. IWGIA, 2020. http://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf
10. Transborder News. 21 July 2020. <https://transbordernews.in.th/home/?p=25616>
11. ThaiNationalPark
2562 [Invitation to express their opinions in conjunction with the preparation of a draft law under the Wildlife Preservation and Protection Act B.E.] <http://portal.dnp.go.th/Content?contentId=18216>
12. Mr.Prayong Doklamyai (an advisor to the Peoples' Movement for a Just Society (P-Move)). Interview, 16 December 2020, Nong Ya Plong district.
13. National Legislation Assembly, Government of Thailand. "Study Report." 16 December 2020. [http://edoc.parliament.go.th/getfile.aspx?id=731811&file=\(4\)+%E0%B8%8A%E0%B8%B2%E0%B8%95%E0%B8%B4%E0%B8%9E%E0%B8%B1%E0%B8%99%E0%B8%98%E0%B8%B8%E0%B9%8C.pdf&download=1](http://edoc.parliament.go.th/getfile.aspx?id=731811&file=(4)+%E0%B8%8A%E0%B8%B2%E0%B8%95%E0%B8%B4%E0%B8%9E%E0%B8%B1%E0%B8%99%E0%B8%98%E0%B8%B8%E0%B9%8C.pdf&download=1)
14. OHCHR Regional Office South-East Asia. "Supplemental Information concerning the application to designate Kaeng Krachan Forest Complex (Thailand) as a UNESCO World Heritage Site. 30 April 2015. https://drive.google.com/file/d/18t8Rkgm5Z7q40_KUHLMNJoWlrrclp05l/view
15. Brache-a, Rfoo. IMN Voices. 23 December 2020. <https://imnvoices.com/>
16. North Public News". "8August2020.<http://www.northpublicnews.com/>

Kittisak Rattanakrajangsri est un Mien du nord de la Thaïlande. Il travaille avec des communautés et organisations autochtones depuis 1989. Il est actuellement directeur exécutif de la Fondation des peuples autochtones pour l'éducation et l'environnement (IPF), basée à Chiang Mai, en Thaïlande.

Source : *IWGIA The Indigenous World 2021*
Traduction par le GITPA